

Le mouvement social contre l'ANC

Denis-Constant MARTIN

Les mouvements sociaux sont nombreux en Afrique du Sud. Ils prennent des formes variées et attestent la défiance qui entoure désormais les dirigeants de l'ANC, incapables malgré leurs efforts de remédier aux inégalités sociales.

Recensé : Jérôme Tournadre, *Après l'apartheid, la protestation sociale en Afrique du Sud*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, 270 p., 18 €.

L'Afrique du Sud n'est ni une idyllique « nation arc-en-ciel », ni un pays de crimes et de viols, versions contrastées qu'en donne volontiers la presse ; c'est un « pays mouvementé » : un pays en mouvement dans lequel se manifestent en permanence des mouvements sociaux. C'est pour mieux le faire comprendre que Jérôme Tournadre, chargé de recherches au CNRS (Institut des Sciences sociales du Politique, Université Paris Ouest - Nanterre La Défense) a rédigé cet ouvrage à la suite d'enquêtes menées dans différentes grandes villes d'Afrique du Sud entre 2002 et 2012. Appuyé sur des observations de terrain, des entretiens et le dépouillement d'une abondante littérature, il permet de saisir la complexité de l'évolution politique et sociale qu'a connue le pays depuis 1994.

Les combats continuent

Le premier constat formulé par l'auteur est que les manifestations et contestations n'ont pratiquement jamais cessé et que, de ce point de vue, il n'y a pas eu de rupture entre le « mouvement de masse » des années 1980, avec ses grèves, ses boycotts et ses marches, et les actions de protestation organisées dans les années 1990 et 2000. Les raisons de cette persistance sont diverses mais tiennent en grande partie aux déceptions causées par les politiques menées après 1994. Si l'on ne peut nier ce qu'a accompli le gouvernement du Congrès national africain (ANC) en termes d'accès à la santé, d'approvisionnement en eau et en électricité, ni ses efforts pour distribuer très largement les aides sociales entraînant une régression significative de l'extrême pauvreté, il n'en reste pas moins, pour ne retenir que ces indicateurs, qu'en 2012, près de 40% des Sud-africains vivaient encore avec moins de 50\$ par mois et que l'on comptait probablement 40% de chômeurs dans la population en âge de travailler. Ces chiffres doivent, au surplus, être compris sur l'arrière-plan d'un fort accroissement des inégalités, y compris au sein des groupes dits « autrefois désavantagés », ce qui a engendré chez les plus pauvres perte de confiance dans les dirigeants, sentiment de déréliction et colère.

C'est sur ce terreau que se sont multipliés les mouvements sociaux qui, du fait de l'histoire de l'Afrique du Sud et notamment de l'expérience de la lutte contre l'apartheid, disposent d'un répertoire de modes d'action toujours utilisables, d'autant plus que nombre d'activistes présents sont des militants de naguère. Dès les années 1990 ont donc commencé à s'organiser des associations de citoyens pauvres touchés par les expulsions, les déconnexions d'eau et d'électricité. La diminution des capacités des autorités locales due à la baisse des

dotations du gouvernement national, les augmentations importantes des tarifs des services de première nécessité ont fait perdre tout sens aux campagnes officielles pour la promotion d'une citoyenneté « responsable » (donc solvable). Des mouvements locaux ont entrepris de reconnecter, de rebrancher ceux qui étaient sanctionnés pour défaut de paiement et de s'opposer aux expulsions ; puis ils se sont réunis dans des organisations plus vastes que des intellectuels n'ont pas tardé à qualifier de « Mouvement social » en homogénéisant souvent ce qui était hétérogène et disparate.

Il est vrai que tous ces groupes ont en commun la référence à la notion de « communauté », entité d'envergure variable qui, surtout, connote le « peuple » des démunis et consolide la perception d'une société divisée en « eux », les puissants et les riches, et « nous », la « communauté » au nom de laquelle parlent et agissent les mouvements sociaux. Cette opposition s'étend aux forces qui opèrent dans le champ politique institutionnel : partis et syndicats, suspectés de « trahison » et de corruption, sont donc inclus dans les « eux ». Bien des membres et nombre de dirigeants des mouvements sont d'ailleurs passés par l'ANC ou la fédération syndicale COSATU qu'ils ont quittés par déception ou dont ils ont été exclus pour avoir été trop critiques. Une des bornes de la frontière qui sépare les « officiels » des « mouvements » est leur rapport au droit : ces derniers n'hésitent pas à entreprendre des actions illégales. Pourtant ils ne répugnent pas non plus à utiliser, lorsque nécessaire, des recours juridiques. L'important, de leur point de vue, est la légitimité morale de l'action, son objectif de défense des damnés de la terre sud-africaine. Mais leur jeu avec la légalité permet aux autorités et au parti dominant de chercher à les disqualifier comme « subversifs », voire agents d'une infâme « troisième force ».

Passage au politique ?

Pourtant, ici encore, le rapport entre action « mouvementiste » (néologisme que reprend Jérôme Tournadre¹) et militantisme partisan ou syndical n'est pas simplement fait d'antagonismes. Leurs systèmes de pensée, leurs modalités d'action sont en partie communs, ce qui les distingue fortement étant que les premiers sont vus comme n'ayant pas tenu leurs engagements, ignorant, voire méprisant les « communautés » dès qu'ils sont élus, alors que les seconds, travaillant dans des organisations faiblement hiérarchisées, œuvrant à parfaire une citoyenneté vécue comme « inachevée »², sont tenus de rendre régulièrement des comptes aux membres de base. L'intrication du politique officiel et des opérations du Mouvement social pose évidemment la question du passage au politique (institutionnel, en particulier électoral) des organisations qui composent ce dernier. Cette perspective rencontre un certain nombre de difficultés, l'une des plus grandes étant les attitudes ambivalentes que les membres des « communautés » entretiennent à l'égard du parti dominant. Ses politiques, au moins leurs effets concrets sur la vie quotidienne, sont rejetées ; ses élus locaux sont mal considérés ; mais l'ANC demeure celui qu'a dirigé Nelson Mandela, celui qui a conduit la lutte et obtenu la libération de l'apartheid.

Même si les suffrages recueillis par le parti dominant vont régulièrement diminuant, même si une proportion croissante d'électeurs potentiels ne s'inscrit pas sur les listes électorales, une majorité des pauvres vote encore pour le Congrès, d'autant plus que les partis

¹ Voir : Hélène Duriez, « Modèles d'engagement et logiques de structuration des réseaux locaux de la gauche mouvementiste à Lille », *Politix* 17 (68), 2004 : 165-199.

² Voir : l'introduction de Damien Deschamps et Frédéric Caille au dossier « Citoyens inachevés ou citoyens supérieurs: exemples et questions sur l'instrumentation de la citoyenneté républicaine », *Revue française de science politique* 47 (1), 1997 : 49-69.

d'opposition ne leur paraissent pas plus crédibles³. En outre, la présentation de candidats aux élections, même locales, ne fait pas l'unanimité : certains activistes prônent l'abstention, quand quelques organisations, comme l'Operation Khanyisa Movement⁴, ont tenté l'expérience. Les divisions que crée cette question au sein du Mouvement social n'ont pas empêché des tentatives de regroupement soit par l'entremise d'un magazine, *Amandla !*⁵, soit au sein du Democratic Left Forum⁶.

Pourtant, de cet espace politique « intermédiaire »⁷ — situé ni totalement dans le monde de la protestation sociale, ni totalement dans celui de la politique officielle, mais participant un peu des deux — ne semble pas émerger une force capable de réunir un minimum de suffrages au niveau national. Les élections de 2014 l'on encore démontré, dans lesquelles un parti nouveau, fondé à l'écart du Mouvement social bien que tâchant à mobiliser sur la base des mécontentements qui font agir ce dernier, a réussi à s'imposer après l'ANC et la DA. Les Economic Freedom Fighters (EFF) fondés par Julius Malema, ancien responsable de la ligue de jeunesse de l'ANC, combinant avec un sens du spectacle éprouvé goût du luxe et prétention à représenter les déshérités, sont parvenus à rassembler 6,35% des suffrages exprimés. Derrière leurs discours révolutionnaires, il n'est pas difficile de déceler une entreprise de promotion de la bourgeoisie prédatrice à laquelle appartient son « commandant en chef »⁸ ; l'avenir dira si leur relatif succès demeurera sans lendemain ou s'ils parviendront à renforcer leurs positions. Leur émergence pose toutefois la question de la capacité du Mouvement social à proposer autre chose que des actions défensives ou réparatrices, à influencer durablement sur les décisions politiques, à élaborer un véritable projet de société, cohérent et mobilisateur pour les défavorisés⁹.

Le juste et l'injuste : les moteurs du Mouvement social

De ce point de vue, le Mouvement social sud-africain ne se distingue pas d'autres mouvements similaires apparus à travers le monde¹⁰. En analysant l'Afrique du Sud à partir

³ Le principal d'entre eux, la Democratic Alliance (DA), s'efforce de se débarrasser d'une image de parti « blanc » mais, si elle y parvient un peu, le fait que ses programmes ne la différencient guère de l'ANC attire seulement une minorité d'électeurs, hormis dans le Western Cape.

⁴ Voir, par exemple :

http://www.socialistsouthafrica.co.za/index.php?option=com_content&view=article&id=48:thembelihle-crisis-committee-contesting-elections-through-operation-khanyisa-movement&catid=1:latest-news (consulté le 31 août 2014)

⁵ <http://www.amandla.org.za/home> (consulté le 31 août 2014)

⁶ <http://www.democraticleft.za.net/index.php> (consulté le 31 août 2014)

⁷ Que Jérôme Tournadre rapproche du « champ politique radical » analysé par Philippe Gottraux dans : « *Socialisme ou barbarie* », un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre, Lausanne, Payot, 1997.

⁸ Voir : Denis-Constant Martin, « La dame blanche, l'incirconcis et les diamants noirs : la résurgence du discours racial en Afrique du Sud », *Critique internationale* 51, avril-juin 2011 : 17-34 [version longue en ligne : [http://www.sciencespo.fr/cefi/sites/sciencespo.fr/cefi/files/critique_add/art_dcm.pdf](http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr/cefi/files/critique_add/art_dcm.pdf)]

⁹ L'inévitable délai qui sépare les enquêtes de terrain de la rédaction et de la publication d'une recherche font que Jérôme Tournadre consacre seulement quelques lignes aux EFF à la toute fin de son ouvrage et ne prend pas en compte les événements de Marikana, grève « sauvage » dans des mines de platine proches de Rustenburg dont la répression fit au moins 44 morts et qui révéla la montée en puissance d'un syndicat scissionnaire de la COSATU, l'Association of Mineworkers and Construction Union (AMCU). Aujourd'hui, l'ANC est profondément divisé, la COSATU pourrait exploser mais il ne semble pas que le Mouvement social soit capable de susciter une force politique importante à gauche. Les prochaines élections (2019) devraient permettre de jauger l'influence respective de l'ANC, de la DA et des EFF ; dans l'optique de ce livre, il faudrait pouvoir évaluer quelles relations le Mouvement social ou certains de ses éléments entretiennent avec les EFF, ce serait l'objet d'une nouvelle recherche.

¹⁰ Voir : Isabelle Sommier, *Les nouveaux mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2003.

d'une très importante littérature de sciences sociales, notamment française, portant sur les mouvements sociaux, Jérôme Tournadre place l'Afrique du Sud sous une lumière inaccoutumée qui ouvre la voie à la comparaison. Son ouvrage fait saisir une vie sociale et politique dont on ne perçoit pas toujours, de l'extérieur, l'intensité et la complexité ; il confirme que les citoyens ne sont pas en voie de « dépolitisation » mais qu'ils continuent aussi¹¹ de s'impliquer dans des entreprises qui sortent des cadres officiels et institutionnels, se plaçant ainsi dans la continuité des mobilisations anti-apartheid de la seconde moitié du XX^e siècle. On comprend mieux, à l'aide de ces exemples sud-africains, ce que les frontières conventionnellement tracées entre ce qui, dans le politique, est officieux et ce qui est officiel, entre ce qui est institutionnel et ce qui est extra-institutionnel ont d'artificiel. La pensée et l'action politique sont affaires d'objectifs immédiats, en rapport direct avec les conditions de vie et les besoins des citoyens, et de principes moraux mettant en jeu des notions du juste et de l'injuste ; elles visent à établir des rapports de force, à peser sur des décisions aux niveaux locaux, provinciaux ou national. L'auteur montre que le Mouvement social, dans sa diversité, y a souvent réussi.

On peut seulement regretter que cet ouvrage soit un peu sèchement écrit ; il fourmille de données factuelles, tirées des enquêtes et observations de l'auteur comme du dépouillement d'autres études menées, en particulier, par des Sud-africains, mais il aurait pu donner un peu plus de « chair » à ses descriptions en traçant des portraits plus fouillés de militants et de dirigeants, des présentations plus complètes de l'organisation et du fonctionnement des mouvements étudiés et des compte-rendu plus vivants des actions analysées. Le lecteur, dont l'intérêt est attisé par les qualités de la recherche, aurait envie de ressentir davantage la vie même de ces mouvements. Sa frustration découle sans doute d'une question d'écriture ; il n'en reste pas moins que ce livre occupera désormais une place importante dans les écrits en français sur l'Afrique du Sud.

Publié dans laviedesidees.fr, le 2 octobre 2014

© laviedesidees.fr

¹¹ Car, en dépit de tout, la participation électorale demeure importante : 80,5% de l'électorat potentiel estimé sont inscrits sur les registres électoraux et 73,5% de ces derniers sont allés voter le 7 mai 2014.